

RCS : ORLEANS

Code greffe : 4502

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1995 B 00560

Numéro SIREN : 402 113 872

Nom ou dénomination : "s.n.C.M.G." SOCIETE NOUVELLE CONSTRUCTIONS METALLIQUES
DU GATINAIS

Ce dépôt a été enregistré le 28/05/2021 sous le numéro de dépôt 4806

SN C.M.G. SOCIETE NOUVELLE CONSTRUCTIONS METALLIQUES DU GATINAIS

Société par actions simplifiée
au capital de 160 000 euros
Siège social : 28 Avenue de la Gare
45340 BEAUNE LA ROLANDE
402 113 872 RCS Orléans

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 30 AVRIL 2021

**PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2020 SOUMISE
ET ADOPTEE**

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat bénéficiaire s'élevant à 116 709,55 euros de la manière suivante :

ORIGINE

Résultat de l'exercice	116 709,55 euros
------------------------	------------------

AFFECTATION

Dividendes

A titre de dividende	40 000,00 euros
----------------------	-----------------

Au report à nouveau

Report à nouveau, soit	76 709,55 euros
------------------------	-----------------

Total	116 709,55 euros	116 709,55 euros
--------------	-------------------------	-------------------------

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Montant - Mise en paiement - Régime fiscal du dividende

Le dividende unitaire est donc de 20 euros.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social à compter du 1^{er} juin 2021.

Pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ce dividende est assujetti à l'imposition forfaitaire unique au taux global de 30%, sauf si elles optent à l'imposition de ces revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce dernier cas, l'intégralité du montant ainsi distribué sera éligible à la réfaction de 40% résultant des dispositions de l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUÉS

L'Assemblée Générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes au titre des trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice clos le	Revenus éligibles à la réfaction résultant de l'article 158-3-2° du CGI		Revenus non éligibles à la réfaction résultant de l'article 158-3-2° du CGI	
	Dividendes	Autres revenus	Dividendes	Autres revenus
31 octobre 2019	20 000,00 euros	0,00 euros	0,00 euros	0,00 euros
31 octobre 2018	0,00 euros	0,00 euros	0,00 euros	0,00 euros
31 octobre 2017	10 000,00 euros	0,00 euros	0,00 euros	0,00 euros

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Pour copie certifiée conforme

Le Président

Monsieur Arlindo MENDES DURO



Comptes annuels

Exemplaire Greffe

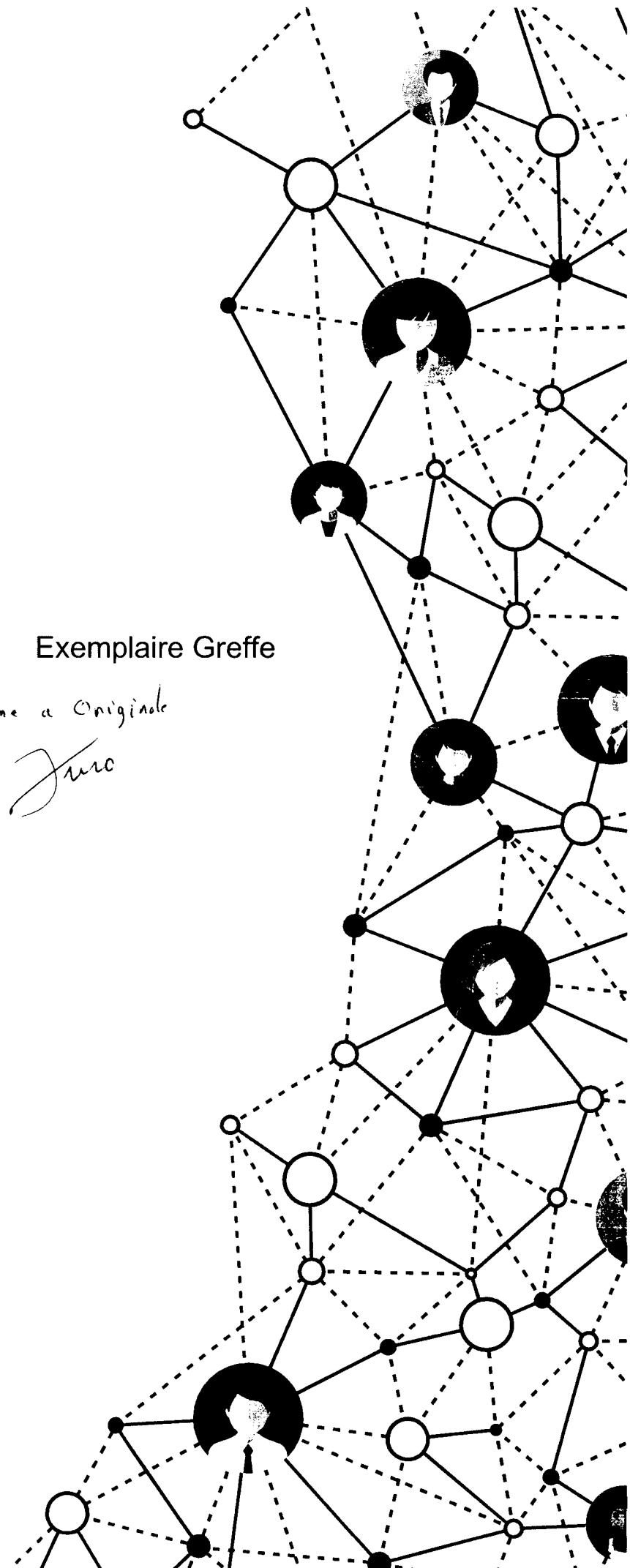
Entier et Conforme a l'original

Yves

S.N. C.M.G.

31/10/2020

Ce document contient 19 pages



S.N. C.M.G.

		Exercice au 31/10/2020		Exercice précédent au 31/10/2019	
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif					
	Capital souscrit non appelé				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions, brevets et droits similaires	30 662	23 953	6 709	4 144
	Fonds commercial (1)	3 048		3 048	3 048
	Autres immobilisations incorporelles	840		840	840
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	34 551	23 953	10 598	8 033
Actif immobilisé					
	Terrains				
	Constructions				
	Inst. techniques, mat. out. industriels	320 546	258 899	61 646	65 769
	Autres immobilisations corporelles	315 898	215 901	99 997	122 536
	Immobilisations en cours	3 809		3 809	
	Avances et acomptes				
	TOTAL	640 254	474 800	165 453	188 305
Immobilisations financières					
	Participations évaluées par équivalence				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres immob. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés	200		200	200
	Prêts	13 799		13 799	11 277
	Autres immobilisations financières	15 132		15 132	14 933
	TOTAL	29 131		29 131	26 411
	Total de l'actif immobilisé	703 937	498 754	205 183	222 750
	Matières premières, approvisionnements	71 264		71 264	88 101
	En cours de production de biens	720 047		720 047	935 517
	En cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	TOTAL	791 311		791 311	1 023 618
Actif circulant					
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Clients et comptes rattachés	548 899	8 663	540 236	736 847
	Autres créances	50 748		50 748	46 052
	Capital souscrit et appelé, non versé				
	TOTAL	599 648	8 663	590 984	782 899
	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	252 222		252 222	2 222
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	399 870		399 870	271 336
	TOTAL	652 092		652 092	273 558
	Charges constatées d'avance	21 535		21 535	25 603
	Total de l'actif circulant	2 064 588	8 663	2 055 925	2 105 680
	Frais d'émission d'emprunts à étailler				
	Primes de remboursement des emprunts				
	Écarts de conversion actif				
	TOTAL DE L'ACTIF	2 768 526	507 417	2 261 108	2 328 430
<small>(1) Dont droit au bail</small> <small>(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières</small> <small>(3) Dont créances à plus d'un an (brut)</small>					
Renvoi :	Immobilisations	Stocks		Créances clients	

Clause de réserve de
propriété

Immobilisations

Stocks

Créances clients

Passif

Passif		Au 31/12/2020	Exercice précédent
Capital propres			
Capital (dont versé :)	160 000	160 000	160 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence			
Réserves			
Réserve légale		16 000	16 000
Réserves statutaires			
Réserves réglementées			
Autres réserves	266 222	266 222	218 025
Report à nouveau	294 727		
Résultats antérieurs en instance d'affectation			
Résultat de la période (bénéfice ou perte)	116 709	96 702	
Situation nette avant répartition	853 659	756 950	
Subvention d'investissement			
Provisions réglementées			
	Total	853 659	756 950
Aut. fonds propres			
Titres participatifs			
Avances conditionnées			
	Total		
Provisions pour risques	4 833		671
Provisions pour charges			
	Total	4 833	671
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	284 293	62 791	
Emprunts et dettes financières divers (3)	21		
	Total	284 314	62 791
Avances et acomptes reçus sur commandes (1)	373 464		872 174
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	635 181		454 433
Dettes fiscales et sociales	109 655		181 410
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Instruments de trésorerie			
	Total	744 837	635 843
Produits constatés d'avance			
	Total des dettes et des produits constatés d'avance	1 402 616	1 570 809
Écart de conversion passif			
	TOTAL DU PASSIF	2 261 108	2 328 430
Crédit-bail immobilier	24 431		
Crédit-bail mobilier			14 004
Effets portés à l'escompte et non échus			
Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1),			
à plus d'un an	13 845	28 884	
à moins d'un an	1 015 306	669 750	
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			
(3) dont emprunts participatifs			

S.N. C.M.G.

Périodes	01/11/2018 01/11/2019	31/10/2019 31/10/2020	Durées	12 mois 12 mois		
			France	Exportation	Total	Exercice précédent
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue : - Biens						
- Services	4 843 961				4 843 961	3 416 224
Chiffre d'affaires net	4 843 961				4 843 961	3 416 224
Production stockée					-215 469	596 677
production immobilisée						
Produits nets partiels sur opérations à long terme						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					2 900	7 380
Autres produits					164	20
			Total		4 631 556	4 020 304
Charges d'exploitation (2)						
Marchandises	Achats					
Variation de stocks						
Matières premières et autres approvisionnements	Achats				1 644 206	1 498 261
Variation de stocks					16 836	3 202
Autres achats et charges externes (3)					1 880 881	1 377 349
Impôts, taxes et versements assimilés					31 541	23 514
Salaires et traitements					537 514	573 557
Charges sociales					307 244	378 463
					43 909	47 460
Dotations	- sur immobilisations	amortissements				
d'exploitation	- sur actif circulant	provisions				
	- pour risques et charges					
Autres charges						
			Total		4 477 870	3 910 700
				Résultat d'exploitation	A	
					153 685	109 603
				B		
				C		
Produits financiers						
Bénéfice attribué ou perte transférée						
Perte supportée ou bénéfice transféré						
Produits financiers de participations (4)						
Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)						
Autres intérêts et produits assimilés (4)					34	3
Reprises sur provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
			Total		34	3
Charges financières						
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées (5)					955	736
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
			Total		955	736
				Résultat financier	D	
					-921	-733
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)			E		152 763	108 870

S.N. C.M.G.

Périodes	01/11/2018	31/10/2019	Durées	12 mois		
	01/11/2019	31/10/2020		12 mois		
Produits exceptionnels					Total	Exercice précédent
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion						
Produits exceptionnels sur opérations en capital					1 666	17 095
Reprises sur provisions et transferts de charge						
Total					1 666	17 095
Charges exceptionnelles					Total	Exercice précédent
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion						
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						8 454
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
Total						8 454
Résultat exceptionnel				F		
Participation des salariés aux résultats				G		
Impôt sur les bénéfices				H	37 721	20 809
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)					116 709	96 702

Renvois

(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs	10 900	198
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier	4 243 5 202	3 240
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

SAS S.N. C.M.G.

Annexe de base aux comptes de l'exercice clos-le 31/10/2020

Table des matières

1. Faits caractéristiques de l'exercice	2
1.1. Evénements principaux.....	2
1.2. Evénements post-clôture.....	2
1.3. Principes, règles et méthodes comptables.....	2
2. Informations relatives au bilan.....	3
2.1. Actif	3
2.1.1. Immobilisations incorporelles.....	3
2.1.2. Immobilisations corporelles.....	3
2.1.2.1. Principaux mouvements de l'exercice.....	3
2.1.3. Immobilisations financières	4
2.1.4. Stocks.....	4
2.1.4.1. Stocks de produits achetés.....	4
2.1.5. Produits à recevoir	5
2.1.6. Créances	6
2.2. Passif.....	7
2.2.1. Capitaux propres	7
2.2.1.1. Tableau de variation des capitaux propres.....	7
2.2.1.2. Capital.....	7
2.2.2. Provisions pour risques et charges	8
2.2.3. Dettes financières et autres dettes	9
2.2.4. Charges à payer	10
3. Informations relatives au compte de résultat.....	10
4. Impôt sur les bénéfices	11
5. Autres informations	11
5.1. Provisions pour indemnités de départ en retraite et autres engagements postérieurs à l'emploi	11
5.2. Engagements pris en matière de crédit-bail.....	12
5.3. Engagements hors bilan	13

1. Faits caractéristiques de l'exercice

1.1. Evénements principaux

La société a su maintenir son niveau d'activité sur l'exercice impacté par l'épidémie du Covid-19.

La société a cependant bénéficié des concours suivants :

- D'indemnisation d'indemnités partielles pour un montant de 12 262 euros ;
- D'un prêt garanti par l'Etat d'un montant de 250 000 euros ;

1.2. Evénements post-clôture

La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 et la promulgation d'un nouvel état d'urgence sanitaire qui s'étend pour le moment jusqu'au 1er juin 2021 dans le cadre de la loi n°2021-160 du 15 février 2021 ont des impacts significatifs sur l'activité de l'entreprise. Les incidences de ces événements liés à une situation existant à la date de clôture de l'exercice, sont prises en considération dans les comptes, selon les modalités définies au paragraphe 1.1 de l'annexe relatif aux "informations au titre des événements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice".

Néanmoins, la situation actuelle étant évolutive, tant au regard de la dégradation des conditions d'activité que des mesures de soutien que le Gouvernement propose jour après jour, les comptes ne prennent en compte que les éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes. Dans ces conditions, une information complémentaire sera communiquée si nécessaire à l'occasion de l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes, c'est-à-dire si des événements importants intervenus entre la date d'arrêté des comptes et la présentation de ces comptes à l'assemblée générale impactent l'activité et la situation financière de l'entreprise, sans pour autant nécessiter de modifier les comptes déjà arrêtés.

1.3. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement 2014-03 de l'ANC.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2. Informations relatives au bilan

2.1. Actif

2.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.2. Immobilisations corporelles

2.1.2.1. Principaux mouvements de l'exercice

	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluation	Acquisition Virements	Apports Virements	Virements poste à poste	Cessions rebuts
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-		12 102	-	-
Installations générales, agencements, aménagements divers	-		-	-	-
Matériel de transport	-		-	-	4 854
Matériel de bureau et informatique, mobilier	-		827	-	-
Emballages récupérables et divers	-		-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-		3 810	-	-
Avances et acomptes	-		-	-	-

2.1.3. Immobilisations financières

	Augmentations	Diminutions		
	Réévaluation	Acquisition apports Virements	Virement poste à poste	Cessions Rebut
Participations évaluées par équivalence				
Titres de participation (y compris évaluées par équivalence. ci-dessus)				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			2 721	

2.1.4. Stocks

2.1.4.1. Stocks de produits achetés

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales ; ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition. Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu. Les encours de production sont évalués au coût de production comprenant les consommations et les charges directes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

2.1.5. Produits à recevoir

Libellés	Montant
Immobilisations financières	
Participations groupe	
Participations Hors groupe	
Clients	
Associés	
Valeurs mobilières de placements	32
Montant total : 18	
Factures à établir	
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	
Personnel	
Sécurité sociale	399
Etat	254
Divers	2 124
TOTAL	2 808

2.1.6. Crédits

Les crédits sont valorisés à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Crédits rattachés à des participations	-	-	-
	Prêts	13 799	13 799	-
	Autres immobilisations financières	15 132	-	15 132
	Clients douteux ou litigieux	10 643	-	10 643
	Autres crédits clients	538 257	538 257	-
	Crédit représentatif des titres prêtés ou remis en garantie	-	-	-
	Personnel et comptes rattachés	-	-	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 177	1 177	-
	Impôt sur les bénéfices	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	46 774	46 774	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	Autres impôts, taxes et versement assimilés	-	-	-
	Divers	254	254	-
	Groupes et associés	-	-	-
	Débiteur divers	2 544	2 544	-
Charges constatées d'avance		21 535	21 535	-
		TOTAL	650 115	624 340
				25 775

2.2. Passif

2.2.1. Capitaux propres

2.2.1.1. Tableau de variation des capitaux propres

Libellés	N-1	+	-	N
Capital	160 000		-	160 000
Primes, réserves et écarts	282 222		-	282 222
Report à nouveau	218 025	76 703	-	294 728
Résultat	96 703	116 710	96 703	116 710
Subventions d'investissement	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL				

Le capital est composé de 2 000 actions de 80 euros de valeur nominale.

Il n'y a pas eu de changement au cours de l'exercice.

2.2.2. Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Début exercice	Dotations exercice 2	Reprises exercice	Fin exercice
	1		3	4
Litiges	-	-	-	-
Garanties données clients	-	-	-	-
Pertes marchés à terme	-	-	-	-
Amendes et pénalités	-	-	-	-
Pertes de change	-	-	-	-
Pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Impôts	-	-	-	-
Renouvellement immobilisation	-	-	-	-
Gros. Entretiens	-	-	-	-
Ch. Soc. Fisc. / congés à payer	-	-	-	-
Autres Provisions pour risques et charges	671	4 833	671	4 833
TOTAL	671	4 833	671	4 833

2.2.3. Dettes financières et autres dettes

	Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes établissement de crédit				
- A 1 an max à l'origine	286	286	-	-
- A + d'1 à l'origine	284 008	270 162	13 845	-
Emprunts et dettes financières				
Divers	-	-	-	-
Fournisseur et comptes rattachés	635 181	635 181	-	-
Personnel et comptes rattachés	10 276	10 276	-	-
Sécurité sociales et autres organismes	50 817	50 817	-	-
Impôts sur les bénéfices	13 172	13 172	-	-
TVA	23 555	23 555	-	-
Obligations cautionnées	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	11 836	11 836	-	-
Dettes sur immobilisation Et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	21	21	-	-
Autres dettes	-	-	-	-
Dettes titres empruntés ou rem. Garant	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAL	1 029 151	1 015 306	13 845	-

2.2.4. Charges à payer

	Libellés	Montant
CHARGES À PAYER		
	Congés provisionnés	-
	Charges sociales provisionnées	-
	Charges fiscales provisionnées	-
DETTES FUTURES		
	Emprunts et dettes assimilées	635
	Dettes part. groupes	-
	Dettes part. hors groupes	-
	Dettes sociétés en participation	-
	Fournisseurs	-
	Associés	-
	Banques	286
	Concours bancaires courants	-
DETRES CHARGES		
	Factures à recevoir	44 782
	RRR à accorder, avoirs à établir	-
	Participation des salariés	-
	Personnel	10 229
	Sécurité sociale	8 585
	Autres charges fiscales	10 147
	Divers	-
	TOTAL	74 664

3. Informations relatives au compte de résultat

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises	-	-	-
Production vendues :	-	-	-
- Biens	4 843 961	-	4 843 961
- Services			
Chiffre d'affaires net	4 843 961	-	4 843 961

4. Impôt sur les bénéfices

	Résultat courant	Résultat exceptionnel
Résultat avant impôts	152 764	1 667
Impôts :		
Au taux de 15 % et 28%	37 314	407
Sur PVLT		
	Résultat après impôts	115 450
		1 260

5. Autres informations

5.1. Provisions pour indemnités de départ en retraite et autres engagements postérieurs à l'emploi

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite		82 186	82 186
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

La provision pour indemnité de départ en retraite a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément au Règlement 2013-02 de l'ANC.

L'échéance : l'âge de départ en retraite est fixé à 67 ans ;

Taux d'actualisation : 0,40 %

Taux de charges sociales : 70 %

Table de mortalité : INSEE 2008-2010

Table de turn over : Non cadre : 2,5% jusqu'à 50 ans

Taux évolution des salaires : 1,5 % par an

Un contrat d'assurance a été souscrit auprès de BPCE Vie en vue de couvrir les indemnités conventionnelles de fin de carrière.

Le solde disponible au 31 octobre 2020 s'élève à 24 678 euros.

5.2. Engagements pris en matière de crédit-bail

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine					26 693
Amortissements :					
- Cumuls exercices antérieurs					390
- Dotations de l'exercice					5 396
				5705	
Redevances payées :					
- Cumuls exercices antérieurs					3 241
- Exercices					9 446
				12 687	
Redevances restant à payer :					
- A 1 an au plus					7 778
- A plus d'1 an et 5 ans au plus					16 379
- A plus de 5 ans					
	TOTAL			24 157	
Valeur résiduelle :					
- A 1 an au plus					
- A plus d'1 an et 5 ans au plus					275
- A plus de 5 ans					
	TOTAL			275	
Montant pris en charge dans l'exercice					9 446

5.3. Engagements hors bilan

- Caution marché privé retenue de garantie : 140 096,04 €
- Garantie 1^{ere} demande marché public : 1 538,82 €

In Extenso

In Extenso Centre Ouest

5/7 avenue des Droits de l'Homme – BP 75701
45057 Orléans Cedex 1
Tel : 02.38.83.32.00

38 rue de la Marine de Loire – BP 8106
45081 Orléans Cedex
Tel : 02.38.22.22.23

www.inextenso-ouest.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS (Exercice clos le 31 octobre 2020)

SAS SN CMG
28, avenue de la Gare
45340 BEAUNE LA ROLANDE

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SN CMG relatifs à l'exercice clos le 31 octobre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 novembre 2019 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment en ce qui concerne la valorisation des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 29 avril 2021

IN EXTE~~NO~~ CENTRE OUEST
Nelly GAUME
Commissaire aux Comptes associée

S.N. C.M.G.

Actif

		Exercice courant 31/10/2020		Exercice précédent au 31/10/2019
	Montant brut	Montant net		
Actif immobilisé				
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	30 662	23 953	6 709	4 144
Fonds commercial (1)	3 048		3 048	3 048
Autres immobilisations incorporelles	840		840	840
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL	30 662	23 953	10 548	8 124
Terre				
Constructions				
Inst. techniques, mat. out. industriels	320 546	258 899	61 646	65 769
Autres immobilisations corporelles	315 898	215 901	99 997	122 536
Immobilisations en cours	3 809		3 809	
Avances et acomptes				
TOTAL	636 253	485 700	163 442	188 305
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immob. de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	200		200	200
Prêts	13 799		13 799	11 277
Autres immobilisations financières	15 132		15 132	14 933
TOTAL	30 131	79 131	30 111	30 111
Total de l'actif immobilisé	703 937	498 754	205 183	222 750
Matières premières, approvisionnements	71 264		71 264	88 101
En cours de production de biens	720 047		720 047	935 517
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL	791 311	791 311	791 311	1 820 618
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	548 899	8 663	540 236	736 847
Autres créances	50 748		50 748	46 052
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	599 647	8 663	540 984	782 899
Valeurs mobilières de placement	252 222		252 222	2 222
(dont actions propres :)				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	399 870		399 870	271 336
TOTAL	652 092	0	652 092	273 558
Charges constatées d'avance	21 535		21 535	25 603
Total de l'actif circulant	2 064 588	8 663	2 055 925	2 105 680
Frais d'émission d'emprunts à étailler				
Primes de remboursement des emprunts				
Écarts de conversion actif				
TOTAL DE L'ACTIF	2 768 526	507 417	2 261 108	2 328 430
(1) Dont droit au bail				
Renvois : (2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières			13 799	11 277
(3) Dont créances à plus d'un an (brut)			10 642	10 642

: Clause de réserve de
programme

Immobilisations
Stocks
Créances clients

S.N. C.M.G.

Passif

	Au 31/12/2020	Exercice
Capital propres		
Capital (dont versé : Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecarts de réévaluation Ecarts d'équivalence Réserves Réserve légale Réserves statutaires Réserves réglementées Autres réserves Report à nouveau Résultats antérieurs en instance d'affectation Résultat de la période (bénéfice ou perte)	160 000 0 0 0 16 000 266 222 294 727 116 709 116 709	160 000 0 0 0 16 000 266 222 218 025 96 702 96 702
Autres fonds propres		
Subvention d'investissement Provisions réglementées	0 0	0 0
	Total	853 659
	Total	756 950
Provisions		
Titres participatifs Avances conditionnées	0 0	0 0
	Total	0
Emprunts		
Provisions pour risques Provisions pour charges	0 0	0 0
	Total	4 833
	Total	671
Emprunts et dettes au comptant		
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) Emprunts et dettes financières divers (3)	0 0 284 293 21	0 0 62 791 62 791
	Total	284 314
	Total	62 791
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Avances et acomptes reçus sur commandes (1) Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Instruments de trésorerie	373 464 635 181 109 655 0 0	872 174 454 433 181 410 0 0
	Total	744 837
	Total	635 843
Produits constatés d'avance		
Écarts de conversion passif	0	0
	TOTAL DU PASSIF	2 261 108
	TOTAL DU PASSIF	2 328 430
Crédit-bail immobilier Crédit-bail mobilier Effets portés à l'escompte et non échus Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an à moins d'un an Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (3) dont emprunts participatifs	24 431 14 004 0 13 845 1 015 306 0 669 750	24 431 14 004 0 28 884 669 750

S.N. C.M.G.

Périodes	01/11/2018	31/10/2019	Durées	12 mois	
	01/11/2019	31/10/2020		12 mois	
Ventes de marchandises					
Production vendue : - Biens					
- Services	4 843 961	4 843 961		4 843 961	3 416 224
Chiffre d'affaires net	4 843 961	4 843 961		4 843 961	3 416 224
Production stockée				-215 469	596 677
Production immobilisée					
Produits nets partiels sur opérations à long terme					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				2 900	7 380
Autres produits				164	20
			Total	4 631 386	4 006 494
Marchandises Achats					
Variation de stocks					
Matières premières et autres approvisionnements	Achats			1 644 206	1 498 261
	Variation de stocks			16 836	3 202
Autres achats et charges externes (3)				1 880 881	1 377 349
Impôts, taxes et versements assimilés				31 541	23 514
Salaires et traitements				537 514	573 557
Charges sociales				307 244	378 463
			Total	43 909	47 460
- sur immobilisations	amortissements				
- sur actif circulant	provisions				
- pour risques et charges					
Autres charges				4 833	671
			Total	10 903	1 955
			Total	147 870	131 180
Résultat d'exploitation	A			153 655	109 493
Bénéfice attribué ou perte transférée	B				
Perte supportée ou bénéfice transféré	C				
Produits financiers de participations (4)					
Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)					
Autres intérêts et produits assimilés (4)				34	3
Reprises sur provisions, transferts de charges					
Définitions positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
			Total	34	3
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilées (5)				955	736
Définitions négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
			Total	955	736
Résultat financier	D			-921	733
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)	E			152 763	108 870

S.N. C.M.G.

Périodes	01/11/2018	31/10/2019	Durées	12 mois
	01/11/2019	31/10/2020		12 mois

Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital			1 666	17 095
Reprises sur provisions et transferts de charge				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				8 454
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				8 454
Produit des opérations			1 666	8 454
Participation des salariés aux résultats		G		
Impôt sur les bénéfices		H	37 721	20 809
BÉNÉFICE OU PERTE ($\pm E \pm F - G - H$)			116 709	96 702

Renvois

(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs	10 900	198
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier	4 243 5 202	3 240
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

1. Faits caractéristiques de l'exercice

1.1. Evenements principaux

La société a su maintenir son niveau d'activité sur l'exercice impacté par l'épidémie du Covid-19.

La société a cependant bénéficié des concours suivants :

- D'indemnisation d'indemnités partielles pour un montant de 12 262 euros ;
- D'un prêt garanti par l'Etat d'un montant de 250 000 euros ;

1.2. Evenements post clôture

La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 et la promulgation d'un nouvel état d'urgence sanitaire qui s'étend pour le moment jusqu'au 1er juin 2021 dans le cadre de la loi n°2021-160 du 15 février 2021 ont des impacts significatifs sur l'activité de l'entreprise. Les incidences de ces événements liés à une situation existant à la date de clôture de l'exercice, sont prises en considération dans les comptes, selon les modalités définies au paragraphe 1.1 de l'annexe relatif aux "informations au titre des événements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice".

Néanmoins, la situation actuelle étant évolutive, tant au regard de la dégradation des conditions d'activité que des mesures de soutien que le Gouvernement propose jour après jour, les comptes ne prennent en compte que les éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes. Dans ces conditions, une information complémentaire sera communiquée si nécessaire à l'occasion de l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes, c'est-à-dire si des événements importants intervenus entre la date d'arrêté des comptes et la présentation de ces comptes à l'assemblée générale impactent l'activité et la situation financière de l'entreprise, sans pour autant nécessiter de modifier les comptes déjà arrêtés.

1.3. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement 2014-03 de l'ANC.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2. Informations relatives au bilan

2.1. Actif

2.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.2. Immobilisations corporelles

2.1.2.1. Principaux mouvements de l'exercice

	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluation	Acquisition Virements	Apports Virements	Virements poste à poste	Cessions rebuts
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-		12 102	-	-
Installations générales, agencements, aménagements divers	-		-	-	-
Matériel de transport	-		-	-	4 854
Matériel de bureau et informatique, mobilier	-		827	-	-
Emballages récupérables et divers	-		-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-		3 810	-	-
Avances et acomptes	-		-	-	-

2.1.3. Immobilisations financières

	Augmentations	Diminutions		
	Réévaluation	Acquisition apports virements	Virement poste à poste	Cessions Rebuts
Participations évaluées par équivalence				
Titres de participation (y compris évaluées par équivalence, ci-dessus)				
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	-	2 721	-	-

2.1.4. Stocks

2.1.4.1. Stocks de produits achetés

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales ; ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition. Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu. Les encours de production sont évalués au coût de production comprenant les consommations et les charges directes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

2.1.5. Produits à recevoir

Libellés	Montant
Immobilisations financières	-
Participations groupe	-
Participations Hors groupe	-
Clients	-
Associés	-
Valeurs mobilières de placements	32
Factures à établir	-
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	-
Personnel	-
Sécurité sociale	399
Etat	254
Divers	2 124

2.1.6. Crédances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts	13 799	13 799	-	-
Autres immobilisations financières	15 132	-	15 132	-
Clients douteux ou litigieux	10 643	-	10 643	-
Autres créances clients	538 257	538 257	-	-
Créance représentative des titres prêtés ou remis en garantie	-	-	-	-
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 177	1 177	-	-
Impôt sur les bénéfices	-	-	-	-
Taxe sur la valeur ajoutée	46 774	46 774	-	-
Autres impôts, taxes et versement assimilés	-	-	-	-
Divers	254	254	-	-
Groupes et associés	-	-	-	-
Débiteur divers	2 544	2 544	-	-
Charges constatées d'avance	21 535	21 535	-	-
	650 115	624 340	25 775	

2.2. Passif

2.2.1 Capitaux propres

2.2.1.1 Tableau de variation des capitaux propres

Libellés	N-1			N
Capital	160 000	-	-	160 000
Primes, réserves et écarts	282 222	-	-	282 222
Report à nouveau	218 025	76 703	-	294 728
Résultat	96 703	116 710	96 703	116 710
Subventions d'investissement	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	756 950	193 412	116 703	853 665

Le capital est composé de 2 000 actions de 80 euros de valeur nominale.

Il n'y a pas eu de changement au cours de l'exercice.

2.2.2. Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Début exercice	Dotations exercice 2	Reprises exercice 3	Fin exercice 4
Litiges	-	-	-	-
Garanties données clients	-	-	-	-
Pertes marchés à terme	-	-	-	-
Amendes et pénalités	-	-	-	-
Pertes de change	-	-	-	-
Pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Impôts	-	-	-	-
Renouvellement immobilisation	-	-	-	-
Gros. Entretiens	-	-	-	-
Ch. Soc. Fisc. / congés à payer	-	-	-	-
Autres Provisions pour risques et charges	671	4 833	671	4 833
TOTAL	671	4 833	671	4 833

2.2.3. Dettes financières et autres dettes

	Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes établissement de crédit				
- A 1 an max à l'origine	286	286	-	-
- A + d'1 à l'origine	284 008	270 162	13 845	-
Emprunts et dettes financières	-	-	-	-
Divers				
Fournisseur et comptes rattachés	635 181	635 181	-	-
Personnel et comptes rattachés	10 276	10 276	-	-
Sécurité sociales et autres organismes	50 817	50 817	-	-
Impôts sur les bénéfices	13 172	13 172	-	-
TVA	23 555	23 555	-	-
Obligations cautionnées	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	11 836	11 836	-	-
Dettes sur immobilisation Et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	21	21	-	-
Autres dettes	-	-	-	-
Dettes titres empruntés ou rem. Garant	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
	1 027 102	972 065	13 845	

2.2.4. Charges à payer

Libellés	Montant
Congés provisionnés	-
Charges sociales provisionnées	-
Charges fiscales provisionnées	-
Emprunts et dettes assimilées	635
Dettes part. groupes	-
Dettes part. hors groupes	-
Dettes sociétés en participation	-
Fournisseurs	-
Associés	-
Banques	286
Concours bancaires courants	-
Factures à recevoir	44 782
RRR à accorder, avoirs à établir	-
Participation des salariés	-
Personnel	10 229
Sécurité sociale	8 585
Autres charges fiscales	10 147
Divers	-

3. Informations relatives au compte de résultat

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises	-	-	-
Production vendues :	-	-	-
- Biens	4 843 961	-	4 843 961
- Services	-	-	-
Chiffre d'affaires net	4 843 961	-	4 843 961

4. Impôt sur les bénéfices

	Resultat courant	Résultat exceptionnel
Autres résultats	152 764	1 667
Impôts :		
Au taux de 15 % et 28%	37 314	407
Sur PVLT	-	-
	115 450	1 260

5. Autres informations

5.1. Provisions pour indemnités de départ en retraite et autres engagements postérieurs à l'emploi

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	-	82 186	82 186
Engagements de pension à d'anciens dirigeants	-	-	-
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite	-	-	-

La provision pour indemnité de départ en retraite a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément au Règlement 2013-02 de l'ANC.

L'échéance : l'âge de départ en retraite est fixé à 67 ans ;

Taux d'actualisation : 0,40 %

Taux de charges sociales : 70 %

Table de mortalité : INSEE 2008-2010

Table de turn over : Non cadre : 2,5% jusqu'à 50 ans

Taux évolution des salaires : 1,5 % par an

Un contrat d'assurance a été souscrit auprès de BPCE Vie en vue de couvrir les indemnités conventionnelles de fin de carrière.

Le solde disponible au 31 octobre 2020 s'élève à 24 678 euros.

5.2. Engagements pris en matière de crédit-bail

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine					26 693
Amortissements :					390
- Cumuls exercices antérieurs					
- Dotations de l'exercice					5 396
					5705
Redevances payées :					3 241
- Cumuls exercices antérieurs					
- Exercices					9 446
					12 687
Redevances restant à payer :					7 778
- A 1 an au plus					
- A plus d'1 an et 5 ans au plus					16 379
- A plus de 5 ans					
					24 157
Valeur résiduelle :					
- A 1 an au plus					
- A plus d'1 an et 5 ans au plus					275
- A plus de 5 ans					
					275
Montant pris en charge dans l'exercice					9 446

5.3. Engagements hors bilan

- Caution marché privé retenue de garantie : 140 096,04 €
- Garantie 1^{ère} demande marché public : 1 538,82 €